

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2023

### **Contexte et constats**



#### **ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES**

ZA des Granges  
42600 Montbrison

Références : UiD4243-DSSP-023-0148  
Code AIOT : 0006108982

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté ZAC des Granges - 42600 Montbrison. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- ZAC des Granges - 42600 Montbrison
- Code AIOT : 0006108982
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Les principales activités du site sont le déconditionnement de biodéchets et le transit, regroupement, tri d'ordures ménagères, de déchets recyclables collectés en mélange auprès des ménages et de déchets industriels non dangereux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- non-conformités relevées lors de l'inspection précédente
- admission des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 5.8	Susceptible de suites	Lettre de suite	30 jours
6	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2	/	Lettre de suite	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux résiduaires	Autre du 01/04/2022	Susceptible de suites	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.12	Susceptible de suites	Sans objet
4	Garanties Financières	Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Registres entrées/sorties	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.6	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors de l'inspection précédente du 26/10/2022 ont été levées exceptée celle relative à la mesure de la pollution rejetée (du fait d'une pluviométrie insuffisante ne permettant pas la mise en oeuvre des prélèvements d'eaux pluviales).

Pour se conformer à la prescription relative à l'admissibilité des déchets, l'exploitant envisage de s'équiper d'un portique de détection de radioactivité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesure périodique de la pollution rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses Eaux pluviales et Eaux résiduaires et industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5. doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection avait demandé lors de la précédente inspection du 26/10/2022 de faire réaliser une nouvelle campagne de prélèvements pour la totalité des rejets et de lui faire parvenir les résultats des analyses précitées.  N'ayant pas eu de précipitations notables depuis cette date, les prélèvements n'ont pas été opérés.  L'exploitant a indiqué que comme le prévoit le planning de nettoyage des dispositifs de traitement du site, les débourbeurs feront l'objet d'une opération de curage début avril 2023, et qu'une campagne de prélèvements et d'analyses est prévue à la fin de ce même mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Eaux résiduelles

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude d'incidence Avril 2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.7.2.1 Eaux sanitaires : locaux administratifs  Les eaux usées issues des sanitaires sont rejetées dans le réseau Eaux Usées du site. Ce réseau rejoint par la suite le réseau d'assainissement collectif. Loire Forez agglomération est également en charge de la collecte et du traitement des eaux usées.  Une convention de rejet est en cours de rédaction entre le gestionnaire du réseau et l'exploitant depuis plusieurs années. Le gestionnaire est cependant en accord avec ces rejets qui ne présentent pas de problème particulier (accord oral).  7.7.2.2 Eaux de l'aire de lavage des camions  Les eaux de l'aire de lavage des camions rejoignent le réseau Eaux Usées du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir pris attache avec le gestionnaire des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, Loire Forez Agglomération. Une réunion de travail Exploitant- Gestionnaire est prévue en mars 2023 en vue de la rédaction de la convention de rejets.  Il est à noter que Loire Forez Agglomération et l'Inspection ont échangé dans le cadre de la rédaction de la convention de rejets d'une part et de celle de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale d'autre part, l'objectif étant de procéder à la vérification de la cohérence des prescriptions portant sur les rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tiendra en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.
<b>Constats :</b> L'analyse du risque foudre réalisée par un organisme certifié F2C en juillet 2022 préconise une étude technique qui définira les caractéristiques des parafoudres à installer sur l'installation. L'exploitant a été en mesure de présenter le bon de commande pour cette étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Garanties Financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties Financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R516-1  5° - Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.  Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un document démontrant que les garanties financières avaient été constituées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Registres entrées/sorties**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de déchets est pesé et donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la date et l'heure de réception, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu ;</li><li>• l'identification du producteur et l'origine des déchets avec la référence de l'information préalable correspondante ;</li><li>• la nature, le tonnage et les caractéristiques des déchets reçus.</li></ul> <p>Les livraisons refusées sont mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.</p> <p>Chaque sortie donne lieu également à un enregistrement précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- code du déchet selon la nomenclature,</li><li>- dénomination du déchet,</li><li>- quantité enlevée,</li><li>- date d'enlèvement,</li><li>- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,</li><li>- destination du déchet (éliminateur ou récupérateur),</li><li>- nature de l'élimination ou de la récupération effectuée.</li></ul> <p>Les registres où sont mentionnées ces données seront conservés par l'exploitant pendant 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. À cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets qui doivent être conservés 3 ans.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le contenu du registre existant était conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Admissibilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets Radioactifs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p><b>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite.</b> Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>seuls des déchets d'équipements électriques et électroniques sont admis pour les rubriques n° 2711 et des déchets non dangereux pour la rubrique n° 2716 (vérification via le registre prévu dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé) ;</li> <li><b>pour les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, contrôle de leur radioactivité.</b></li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a porté à la connaissance de l'exploitant l'existence de la prescription ci-dessus.</p> <p>Pour se conformer à cette prescription, l'exploitant projette d'acquérir un dispositif de détection permettant le contrôle de la radioactivité des déchets admis sur son site.</p> <p>L'inspection précise à date de la rédaction de ce rapport, que ce contrôle est à opérer également sur les biodéchets entrants sur le site (article 15 de l'arrêté du 2 mars 2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours